

**Contribution au 13^e Congrès de la Société Internationale d’Ethnobiologie
RAPPORT DU PRE-CONGRES ET DU CONGRES**

Le Minervoix des Peuples¹

**LA CONSERVATION PAR LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LES
COMMUNAUTÉS LOCALES :
PROGRES EN MATIERE DE RECHERCHE ACTION PARTICIPATIVE, DE
DIFFUSION ET DE PLAIDOYER**



Mai 2012, Montpellier, France

¹ Ce titre est basé sur un jeu de mots entre 'Minervoix' – le territoire spécifique sur lequel s’est tenu l’atelier – et 'voix des peuples' – l’esprit du processus, à savoir faire résonner le plaidoyer des communautés au sein du Congrès (mais aussi à Rio+20 par la suite). En vérité, il s’agissait initialement du nom donné à une fête populaire villageoise – à laquelle ont été conviés les participants lors de la clôture de l’atelier – organisée à Azillanet par l’association 'Chemin cueillant' afin d’échanger les points de vue d’ici et d’ailleurs autour de l’évolution des communautés locales (notamment vinicoles et agricoles) et de la défense des territoires. Nous avons pris la liberté de réutiliser ce titre car il nous semblait représenter adéquatement notre propre processus.

RESUME EXECUTIF

A l'occasion du 13^{ème} Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie, trois organisations de la société civile (BEDE, le Consortium APAC et GDF) se sont associées afin de proposer un atelier d'échange international pré-congrès sur les avancées en matière de recherche action participative, diffusion et plaidoyer. Elles ont pu faciliter le rassemblement de nombreux représentants de peuples autochtones et de communautés locales et de divers chercheurs et experts de terrain engagés depuis des années sur les questions abordées. Cet atelier été rendu possible par le soutien de divers généreux bailleurs (voir la section 'Remerciements').

La discussion — ancrée dans des exemples concrets de plusieurs pays — a abordé une quantité de sujets passionnants : de l'importance de démystifier la recherche au besoin de diffuser ses résultats pour documenter, préserver et faire revivre les savoirs écologiques traditionnels avant qu'ils ne disparaissent ; de la co-production du savoir entre communautés et chercheurs professionnels au plaidoyer qui 'secoue' les pouvoirs dominants en disant 'non' à toute une série de menaces imposées, mais aussi en disant 'oui' à des propositions d'action collective positives et concrètes.

Dans l'ensemble, le 'Minervoix des peuples' s'est avéré un franc succès. Dans l'évaluation finale, les participants ont souligné l'excellent choix en matière d'emplacement de l'atelier: Cravirola, une ferme coopérative dans le Languedoc rural, où des communautés, familles et individus s'efforcent de vivre de manière durable et collective, en dépit des pressions environnementales, politiques et économiques auxquelles ils sont confrontés. Les visites de terrain ont été perçues par les participants comme des moments-clé d'échange informel autour des défis et des succès rencontrés par les communautés locales engagées dans des initiatives de conservation à travers le monde. Le sentiment d'appartenir à une communauté globale d'activistes et de chercheurs a conféré une valeur ajoutée aux approches de conservation communautaires. De plus, sur un plan pratique, l'atelier a offert l'espace et le temps nécessaire pour faciliter le partage d'idées et de techniques, la planification de visites d'échange et l'identification de priorités communes.

Lors de congrès précédents, les participants autochtones et communautaires avaient exprimé leur sentiment de sessions académiques non connectées ou non pertinentes pour leurs propres problèmes. A travers l'atelier, les participants ont pu cette fois établir une solidarité et arriver au congrès en tant que groupe fédéré. Ayant affiné et testé leurs messages et études de cas au sein de l'atelier, ils ont pu délivrer des présentations de qualité et construites collectivement lors de deux sessions académiques organisées par BEDE, le Consortium APAC et GDF. Les représentants des peuples autochtones et communautés locales ont également pu partager leur expertise dans une diversité d'autres événements en lien avec le congrès (notamment la fête de la biodiversité de la ville de Montpellier).

Chaque communauté est unique et doit développer ses propres stratégies adaptées au contexte au sein duquel elle évolue. Néanmoins, nous avons constaté de nombreux éléments et vécus communs qui rendent les efforts de partage et de coordination précieux. L'atelier 'Le Minervoix des peuples' a permis de confirmer plusieurs points:

- De nombreuses initiatives de conservation autochtones et communautaires sont efficaces, rentables et de plus en plus reconnues;
- La légitimité de ces initiatives augmente lorsque les communautés sont elles-mêmes directement aux commandes de la recherche, de la communication et du plaidoyer ;
- Les peuples autochtones et les communautés locales tirent profit des occasions et espaces de rencontre, d'alliance et de création de réseaux et coalitions ;
- De telles rencontres favorisent la reconnaissance internationale – croissante – du rôle des peuples autochtones et des communautés locales en tant qu'experts de la conservation des ressources et de la diversité bio-culturelle.

CONTEXTE ET OBJECTIFS

A l'occasion du 13^{ème} Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie, trois organisations de la société civile (BEDE, le Consortium APAC et GDF) se sont associées afin de proposer un atelier d'échange international pré-congrès sur les avancées en matière de conservation des ressources naturelles et cultivées par les peuples autochtones et les communautés locales.

Cette initiative se proposait d'explorer les avancées dans trois domaines interdépendants :

1. La '**recherche action participative**', ou comment les groupes locaux prennent en main leur propre production de savoir et sa documentation;
2. La '**diffusion**', ou comment ils transmettent leurs savoirs et communiquent autour de leurs actions ;
3. Le '**plaidoyer**', ou comment ils construisent un travail auprès des pouvoirs locaux, régionaux, nationaux et internationaux afin de garantir la reconnaissance et le respect de leurs droits.

METHODOLOGIES ET ETAPES



L'objectif de la méthodologie développée était de garantir une réelle construction participative de la contribution présentée au Congrès, avec les divers représentants de peuples autochtones et de communautés locales, afin de proposer des recommandations élaborées à partir de divers témoignages présentant des points communs. Pour ce faire, un travail en trois temps a été mis en place :

1. **Un atelier pré-congrès de quatre jours dans le Minervois**, alternant visites d'échanges de terrain à la rencontre de la communauté locale et séances en salle avec travail en sous-groupes et restitutions en plénière (17-20 mai) ;



2. **Une session d'une demi-journée au Forum des Peuples Autochtones** à la Maison des Relations Internationales de Montpellier avec une première restitution des résultats de l'atelier (21 mai) ;



3. Une seconde restitution des résultats de l'atelier, consolidés par les discussions du Forum, lors d'une **session académique au sein du programme scientifique du Congrès – S44** (22 mai).



De la sorte, chaque étape a permis d'alimenter la suivante et d'affiner les réflexions. Les représentants des peuples autochtones et des communautés locales ont dirigé l'identification, la rédaction et la présentation de celles-ci.

L'atelier pré-congrès, au cours duquel près de 20 langues ont été parlées, a constitué un moment important pour échanger entre participants venus de quatre continents et percevoir les éléments de diversité culturelle de chacun, mais aussi les similarités des situations respectives, et les problèmes et opportunités. La relation avec la nature et avec les habitants praticiens de la conservation sur le territoire du Minervois a été suscitée pour éviter une rencontre hors sol et pour multiplier les occasions de créer des ponts entre les représentants des peuples autochtones et des communautés locales de différentes origines.





La ferme qui abritait l'atelier et les visites d'échanges sur le terrain ont servi de creuset de médiation culturelle, tout en permettant aux habitants du Minervois d'apprendre des praticiens venant du monde entier. L'atelier pré-congrès a ainsi permis aux participants d'échanger leurs expériences, de constituer un réseau de contacts, de réellement coproduire une intelligence collective, et bien évidemment de créer un rapport humain solidaire avant l'arrivée au Congrès.

PARTICIPANTS

Les participants ont été sollicités par les trois structures organisatrices, à partir des relations tissées dans le cadre de leur ample travail de terrain. Le groupe a de la sorte mêlé de nombreux représentants de peuples autochtones et de communautés locales et divers chercheurs et experts de terrain engagés depuis de nombreuses années sur les questions abordées. Une attention particulière a été apportée à un équilibre homme/femme et par rapport aux diverses régions du monde. La liste des participants, ainsi que leur biographie et leurs coordonnées, se trouve en annexe.



RESULTATS DE L'ATELIER

PROGRES EN MATIERE DE RECHERCHE ACTION PARTICIPATIVE

Plus que de 'recherche action participative', il s'agit de mettre en place les conditions d'une réelle coproduction du savoir, afin que les communautés aient la maîtrise des processus de documentation et de suivi de leurs savoirs, pratiques et actions.

A cette fin, les points suivants² devraient mériter une attention particulière dans toute entreprise de recherche-action participative :

- ▶ Viser une réelle **co-production du savoir**, qui a le potentiel de 'radicaliser' la recherche ainsi que ses institutions. Le premier pas nécessaire pour activer cette radicalisation est que la recherche n'impose rien aux peuples autochtones et aux communautés locales, mais réponde plutôt à leurs besoins. Le groupe a également discuté l'importance d'engager les chercheurs à participer aux actions plus 'politiques' des communautés avec lesquelles ils travaillent.
- ▶ Promouvoir le **partage des expériences** de recherche, de manière verticale (du local au global), mais aussi de manière horizontale (entre communautés).

² Ces points sont donnés dans l'ordre d'importance décroissant établi par le groupe durant les sessions plénières de l'atelier.

- ▶ Prendre en compte – et développer des moyens pour soutenir les communautés dans ce sens – la complexité du rôle des '**facilitateurs intermédiaires**', qui sont des acteurs essentiels dans le processus de co-production des savoirs. Ces 'intermédiaires' sont souvent des individus à la fois chercheurs et membres des communautés concernées, qui sont parfois amenés à devoir gérer des tensions (parfois importantes) entre leur engagement 'politique' en tant que représentants de leur communauté et leur supposée neutralité en tant que chercheurs.
- ▶ **Adapter les méthodes** de recherche aux contextes locaux et former les membres des communautés, en partant des bases de leurs formes de connaissance, afin de garantir que ces dernières puissent reproduire et utiliser ces méthodes de manière autonome ;
- ▶ Déterminer les objectifs de la recherche en fonction de la situation **des droits** territoriaux et d'accès aux ressources (sécuriser ces droits est une priorité);
- ▶ Développer des **partenariats gagnant-gagnant** entre communautés, bailleurs et chercheurs, afin de garantir des relations de travail collectives et positives durables.
- ▶ Entreprendre une réflexion approfondie sur **les droits de propriété intellectuelle** dans chaque contexte de recherche. Dans ce cadre, se poser les questions de 'Qui est propriétaire des données collectées ?' et 'Qui a intérêt à connaître quelle donnée, et pour répondre à quel problème ?' Ces questions sont rarement posées et sont souvent la source de malentendus entre programme de 'chercheurs' et communauté 'étudiée'.
- ▶ Tirer des **leçons** des expériences passées ;
- ▶ Travailler sur les liens des peuples autochtones et des communautés locales avec le **territoire**, car il s'agit d'un élément essentiel pour la reconnaissance de droits fonciers ;
- ▶ Mettre les résultats de la recherche au service des **luttons contre le pouvoir industriel** qui ne respecte ni l'environnement ni les droits des gens;
- ▶ Rechercher les **bénéfices équitables partagés** entre la recherche et la communauté, garantir que le savoir produit appartienne pleinement aux communautés – car il fait partie de leur patrimoine – et développer des protocoles pour garantir cette propriété dans chaque contexte de recherche;
- ▶ S'assurer que les communautés savent (i) qu'elles ont des droits et (ii) quels sont ces droits, par exemple défendre leurs **droits collectifs de propriété intellectuelle** sur le patrimoine naturel et culturel (le second étant souvent oublié).



En tant que fil rouge parmi ces points, le groupe a relevé l'importance de **démystifier la recherche** : pour être utile, le travail des chercheurs n'a pas forcément besoin d'être complexe. Ce travail est souvent entouré d'une aura laissant croire qu'il faut des années pour en maîtriser les méthodes mais il existe des exemples de communautés ayant développé (avec l'appui initial de chercheurs 'non académiques') des techniques d'évaluation et de suivi très simples, offrant des données valides car

basées sur des indicateurs fixés par les communautés elles-mêmes (ces communautés connaissent leurs ressources et leurs territoires bien mieux que la plupart des chercheurs).

Etude de cas #1 : Maria Anabela Carlon Flores (Yaqui, Mexique)

En vertu d'une loi fédérale le jaguar est une espèce protégée. Afin de sécuriser leur territoire et leurs ressources, la communauté *Yaqui* de Sierra del Bacatete a décidé de le protéger activement, car il est très présent dans cette région. Un groupe de jeunes et de femmes a ainsi décidé de mettre en place une stratégie de suivi de cette espèce, en faisant appel à une équipe de chercheurs pour les former à une méthodologie simple et reproductible. L'autorité traditionnelle de la communauté a insisté pour que la première formation se déroule dans le hall communautaire, et les résultats de ce premier contact ont influencé l'autorisation pour les chercheurs de se rendre sur le terrain.

Un outil majeur employé a été les caméras automatiques qui ont été installées aux points indiqués par les gardes forestiers traditionnels de la communauté. Le nombre de jaguars a surpris les chercheurs, mais est bien évidemment lié à la connaissance fine qu'ont les communautés de leur territoire, en l'occurrence les zones d'affluence d'un type de chevreuil, proie appréciée du jaguar. La communauté effectue maintenant ce suivi de manière autonome, et ne fera appel aux chercheurs que pour l'interprétation des données à long terme.

Etude de cas #2 : Albert Chan Dzul (Maya, Mexique)

Dans le cadre de leur travail de renforcement des capacités des migrants en vue de la conservation autour de la réserve de Calakmul, l'organisation Consejo Regional Indígena y Popular de X'upujil (CRIPX) a fait appel à des biologistes et des anthropologues pour les aider à suivre l'évolution des ressources animales et végétales. Cependant, ils ont vite réalisé que les chercheurs rapportaient les résultats en des termes qui ne faisaient sens que pour eux-mêmes. Aussi l'organisation a-t-elle décidé de construire ses propres bases de données, avec l'appui d'un scientifique issu de la communauté, et de diffuser le résultat de leurs recherches à travers des vidéos réalisées par les jeunes, des exposés au sein et en dehors de la communauté, et des expositions plus techniques.

CRIPX utilise le fruit de ces recherches dans leur dialogue avec les décideurs politiques. Mais cela ne suffit pas toujours pour être entendu. Ils pratiquent donc également l'action directe, notamment des manifestations citoyennes régulières.

Etude de cas #3 : Jean-François Roux (habitant du Minervois, France)

Le Collectif des 'Faucheurs Volontaires' est un mouvement de désobéissance civile non violent ayant pour objectif la lutte contre l'introduction et l'expansion des cultures OGM en France et, si possible, en Europe où ses membres interviennent parfois en appui de groupes locaux. Le mouvement a été fondé par Jean-Baptiste Libouban et de nombreuses personnalités telle que José Bové l'ont fait connaître médiatiquement. Les Faucheurs Volontaires mènent des actions directes limitées ou symboliques (fauchages de champs, occupations de bateaux ou de locaux) et bénéficient d'un soutien très fort tant des citoyens que d'associations ou de réseaux environnementaux, mais aussi de scientifiques qui leur procurent des données de qualité sur l'état des recherches en matière, par exemple, de recherche fondamentale, de toxicologie, d'agronomie ou d'impacts environnementaux. Le mouvement possède un fond documentaire important alimenté par une Veille citoyenne d'information (Inf'OGM) concernant les différents aspects de la problématique OGM (technologiques, législatifs, juridiques, etc.) qui circule au sein de réseaux largement interconnectés. Les Faucheurs Volontaires ont également édité un livre et de nombreux documentaires existent sur les actions réalisées par ses membres ou sur les procès qui leur ont succédé. Vis-à-vis des menaces juridiques (pénales et civiles) chacun est responsable des autres et se porte solidaire, notamment en demandant à comparaître volontairement devant les tribunaux avec les prévenus. Cette solidarité se réalise aussi par l'intermédiaire de Comités de Soutien.

Initiative citoyenne volontaire et autogérée, ses modes de fonctionnement intéressent également les sociologues, qui ont beaucoup documenté ce mouvement.

S'ils ne sont pas opposés à être objet de recherche, les Faucheurs Volontaires requièrent néanmoins de tout chercheur de s'engager plus activement en prenant part à leurs actions, seule manière de vraiment comprendre leur démarche de l'intérieur.

Etude de cas #5 : Salatou Sambou (Djola, Sénégal)

Pour faire face au constat de diminution de diverses populations de poissons – due à la surpêche par des bateaux non locaux - huit villages se sont unis pour créer de manière volontaire leur propre APAC (Aire du Patrimoine Autochtone et Communautaire), 'Kawawana'. Un zonage de leur territoire a ainsi été réalisé et des règles d'utilisation fixées : zone d'accès strictement interdit hormis pour le suivi des populations, zone de pêche régulée (pas de bateaux à moteur, engins réglementés), zone de pêche réservée pour la souveraineté alimentaire locale.

La communauté a mis au point son propre système de suivi de la situation de la pêche, afin de pouvoir mesurer l'impact de leur initiative de protection. Des pêches de contrôle sont ainsi organisées 6 fois par an, et les données analysées à l'aide de fiches (nombre, poids, dissection du poisson et observations de divers critères) et compilées dans un tableur Excel mis au point conjointement par la communauté et des amis chercheurs. Les données socio-économiques sont également évaluées à l'aide de fiches d'enquêtes bisannuelles auprès de ménages, pêcheurs, boutiquiers, etc. Les résultats montrent une nette récupération des stocks halieutiques, et un bénéfice direct pour les villages (augmentation de la qualité et de la quantité du poisson). Ce succès a généré une adhésion de l'ensemble de la communauté à l'initiative d'APAC Kawawana.

Avec un peu d'aide internationale en méthodologie d'organisation et quelques outils de travail (ordinateur, petit moteur pour le bateau creusé par les pêcheurs eux-mêmes pour la surveillance), ils ont construit leur institution de gouvernance et équipé des surveillants bénévoles qui patrouillent dans la zone et peuvent sanctionner les contrevenants. En parallèle à cette surveillance 'moderne' s'effectue une surveillance tout aussi traditionnelle qu'efficace, mettant en jeu des fétiches placés aux abords de la zone.

En s'appuyant sur la loi relative à la décentralisation, cette aire de conservation communautaire est reconnue officiellement par le Conseil Rural et le Gouverneur de la Casamance depuis 2010, ce qui reste encore aujourd'hui une première et un cas unique au Sénégal.

Etude de cas #6 : Zach Romano (Métis, Canada) and Jon Corbett (chercheur, Canada)

En 2003, la Court Suprême du Canada reconnaît les Métis en tant que peuple autochtone distinct, bénéficiant dès lors de droits d'utilisation de la terre et des ressources, en accord avec la législation nationale (Section 35 de la Constitution de 1982).

Cependant, pour bénéficier de cet accès, les communautés doivent pouvoir fournir une information historique et contemporaine détaillée de leur utilisation des ressources (afin de démontrer qu'elles les utilisent d'une manière durable), ce qui peut s'avérer complexe.

C'est pourquoi la nation Métis de Colombie Britannique a mis en place un partenariat avec le Centre pour la Justice Sociale, Spatiale et Economique de l'Université de Colombie Britannique – Okanagan afin de constituer une base de données cartographique (accessible sur le web) à partir d'interviews des familles Métis. Cette démarche a été pilotée par un chercheur issu d'une communauté Métis, afin de garantir l'adéquation de la recherche aux besoins réels des communautés, la restitution des résultats et la production d'outils appropriables par tous (organisation notamment de séances de formation).

PROGRES EN MATIERE DE DIFFUSION

Par 'diffuser', on peut entendre deux processus concomitants et essentiels :

1. La diffusion externe, au sens de **communication** des actions menées, des résultats de recherche, etc. vers le grand public, les décideurs politiques, la communauté scientifique académique,...et au service du plaidoyer ;
2. La diffusion interne, au sens de **transmission** intergénérationnelle des savoirs et valeurs, des aînés vers les plus jeunes membres de la communauté, afin de garantir la survie de ceux-ci.

En matière de diffusion, la pensée peut s'articuler autour de trois questions :

1. Pourquoi les peuples autochtones et les communautés locales devraient-ils diffuser ?
2. A qui, vers qui ?
3. Comment ?

Pourquoi ?

- ▶ Pour informer et créer le **changement** :
 - Changer les esprits, les attitudes et le statu quo d'écrasement des petites communautés par des systèmes dominants multilatéraux ;
- ▶ Pour **restaurer** :
 - Documenter, préserver et faire revivre les savoirs écologiques traditionnels avant qu'ils ne disparaissent
- ▶ Pour **transmettre** :
 - Partager ces savoirs entre communautés et au sein-même d'une communauté ;
- ▶ Pour **valoriser** :
 - S'inspirer du travail des petites communautés qui offrent des exemples de résilience ;
 - Valoriser les leçons apprises afin d'améliorer le futur ;



En diffusant leurs savoirs et expériences, les communautés poursuivent un but commun d'un ordre supérieur : rétablir la connexion entre l'homme et la nature, ainsi qu'un équilibre entre le matériel et le spirituel, et sécuriser leurs territoires afin de garantir un accès à long terme aux ressources naturelles pour les générations futures, en préservant les savoirs et valeurs fondatrices de leurs identités culturelles.

A qui ?

Il est important d'identifier les **publics cibles** visés pour chaque action de diffusion, car ils peuvent être très différents, et de prioriser ceux vers lesquels communiquer :

- ▶ Autres peuples autochtones et communautés locales ;
- ▶ Nouveaux venus dans une communauté, immigrants, afin de leur exposer les valeurs qui font l'identité de la communauté ;
- ▶ Enfants (première étape de la pensée et de l'action, commencer la revalorisation des savoirs traditionnels le plus tôt possible);
- ▶ Familles (là où tout apprentissage commence) ;
- ▶ Jeunes ;
- ▶ Agriculteurs ;
- ▶ Groupes de femmes ;
- ▶ Entreprises ;
- ▶ Groupes d'experts;
- ▶ Gouvernements, législateurs et décideurs politiques;
- ▶ Organisations locales et internationales;
- ▶ Artistes (chanteurs, acteurs, réalisateurs, etc.);
- ▶ Journalistes.

Comment ?

Chaque **stratégie** de diffusion sera **à adapter** en fonction du public cible :

- ▶ Mettre à profit les médias de masse : télévision, radio, magazines, affiches et publications ;
- ▶ Mettre à profit les médias sociaux : sites web, blogs, réseaux sociaux, etc. ;
- ▶ Elaborer des moyens informels et créatifs : vidéo participative, performances, festivals, compétitions, expositions, musique, poésie, théâtre itinérant, folklore, contes traditionnels, etc. ;
- ▶ Organiser des discussions et réunions en bilatéral ou en petit groupe thématique ;
- ▶ Utiliser systématiquement la langue, l'habillement, la nourriture et les modes de vie locaux (car ils sont le reflet de l'identité de chaque communauté) ;
- ▶ Mettre en place des partenariats et des réseaux (afin de consolider des messages cohérents et impactant une plus large audience) ;
- ▶ Organiser des visites et échanges de terrain (entre communautés, avec les agriculteurs et d'autres groupes) ;
- ▶ Organiser des camps éducatifs, formations, ateliers, forums ('apprendre en faisant') ;
- ▶ Mettre au point des cursus scolaires et universitaires spécifiques (enseignement alternatif aux programmes étatiques : savoirs traditionnels, en langue locale, etc.).

Etude de cas # 7 : Martin Chavez (Rarámuri/Tarahumara, Mexico)

Avec son épouse, Martin 'Makawi' Chavez se fait le 'promoteur' culturel des traditions et de la langue Rarámuri. Pour ce faire, il recourt à divers moyens complémentaires : des chansons présentées lors de festivals, des contes pour les enfants, des ateliers de revalorisation dans les zones urbaines de réinstallation, des émissions radio dans les universités, etc.

Il utilise systématiquement la langue de son peuple, car ce sont les mots qui créent le lien aux animaux et aux plantes, et permettent d'en tirer les enseignements pour s'orienter vers la voie juste. Les langues des peuples autochtones doivent donc selon lui être au cœur de toute entreprise de diffusion.

Etude de cas #8 : Julio Chub (Maya, Belize)

L'organisation Ya'axché Conservation Trust travaille avec les communautés de migrants agricoles autour de zones protégées afin de diffuser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Leur stratégie a été de s'appuyer sur une culture et des pratiques traditionnelles Maya, à savoir le cacao (boisson des dieux dans la mythologie Maya) et l'utilisation contrôlée du feu (autrefois utilisé de cette manière mais devenu un phénomène incontrôlable depuis) conjuguée à l'agroforesterie biologique.

De nombreuses actions de renforcement des capacités ancrées dans le territoire et les échanges sont ainsi organisées : ateliers pratiques sur une parcelle témoin, réunions thématiques dans chaque communauté avec invitation d' 'experts' d'une autre communauté, camps d'été pour les enfants,... Il s'agit d'apprendre en faisant, de rétablir le respect pour la terre en se reconnectant avec celle-ci.

Ce projet a permis d'améliorer l'état de conservation de la région ainsi que le niveau de vie des paysans.

Etude de cas #9 : Murataly Aitmatov and Almaagul Djumabaeva (chercheurs, Kyrgystan)

70 ans sous le régime soviétique ont mis à mal les communautés rurales kyrgyzes et ont entraîné une disparition importante de leurs modes de vie (de nomades à sédentaires), de leur agro-biodiversité, de leurs savoirs et traditions (parfois même interdites, tels les chants).

Pourtant, dans ces régions montagneuses, ces savoirs sont souvent capitaux pour la survie des populations. A titre d'exemple, lors de la guerre civile dans le pays avoisinant du Tadjikistan, les populations purent survivre en totale autonomie, sans électricité, grâce à leur connaissance de techniques agricoles, médicinales et de conservation traditionnelles.

Face aux difficultés sociales et économiques affrontées par le Kyrgystan 20 ans après son indépendance, de nombreux jeunes issus des communautés rurales souhaitent se tourner vers les pratiques ancestrales.

L'Université Nationale Agraire kyrgyze a ainsi récemment mis en place un Centre pour la Diversité Bio-culturelle, où Murat a développé un cursus relatif aux pratiques traditionnelles en matière d'élevage, de science vétérinaire, d'agro-biodiversité, de plantes médicinales, de cuisine, etc. Les jeunes qui y étudient, appelés 'Muraskers', pourront ensuite rentrer dans leur communauté et partager ces enseignements précieux.

PROGRES EN MATIERE DE PLAIDOYER

Les peuples autochtones et les communautés locales sont directement affectés par différents niveaux de pouvoir : local, national, et international. Mener un travail de plaidoyer revient à 'secouer' ces pouvoirs. S'il est capital de dire 'non' à toute une série de menaces qui leur sont imposées, il l'est tout autant de répondre 'oui' à des propositions positives et concrètes, pour aller au-delà de l'opposition et offrir des pistes pour l'action collective.

Oui à quoi ?

- ▶ Réclamations et droits collectifs à la terre et aux ressources naturelles
- ▶ Propriété commune des ressources
- ▶ Sagesse traditionnelle et système de pratiques et savoirs traditionnels
- ▶ Souveraineté alimentaire ;
- ▶ Races et variétés de plantes locales traditionnelles ;
- ▶ Auto-détermination des peuples autochtones ;
- ▶ Prise de décision par les communautés ;
- ▶ Aires et territoires conservés par les peuples autochtones et les communautés locales (APACs) ;
- ▶ Acceptation de cosmologies différentes ;
- ▶ Représentation juste des peuples autochtones et des communautés locales dans les forums internationaux ;
- ▶ Diversité biologique et culturelle ;
- ▶ Education multilingue et multiculturelle.

Non à quoi ?

- ▶ Imposition de projets de développement et de méga projets industriels extractifs (tourisme de masse, grands barrages, mines, etc.);
- ▶ Projets de conservation top-down ;
- ▶ Militarisation de l'économie, guerres ;
- ▶ Accaparement du foncier ;
- ▶ Agriculture industrielle ;
- ▶ OGMs et brevets sur la vie ;

- ▶ Appropriation et marchandisation externe de la nature et de la culture autochtone ;
- ▶ Discrimination envers les peuples autochtones ;
- ▶ Non respect des APACs.

Quels mécanismes pour un travail de plaidoyer efficace ?

- ▶ Défendre le territoire, par des moyens tant physiques que spirituels ;
 - ✓ Ex : à Sonora, groupe autonome Comcaac qui surveille le territoire avec ses propres équipements modernes afin de protéger leur territoire et leurs ressources naturelles (Leonel, Mexique)
 - ✓ Ex : en Casamance, afin de délimiter son APAC, la communauté a recours à des moyens conventionnels tels des panneaux informatifs, mais également traditionnels, tels les fétiches fabriqués par les femmes et craints de tous (Salatou, Casamance)
- ▶ Maintenir et construire l'intégrité et l'identité des peuples autochtones et des communautés locales ;
 - ✓ Ex : rassembler la communauté autour des valeurs fondatrices de son identité culturelle, par des cérémonies et rituels, afin d'unifier l'intérieur avant de pouvoir se confronter à l'extérieur (Amay, Philippines)
- ▶ Encourager l'Etat à adopter des lois coutumières ;
 - ✓ Ex : en raison d'un manque de moyens pour la surveillance des ressources naturelles, adoption de la *Dina*, loi traditionnelle, par le gouvernement malgache, avec un processus d'aller-retour entre le législateur et les communautés, garantissant une réelle co-production des textes légaux (Victor, Madagascar)
- ▶ Garantir l'implication des peuples autochtones et des communautés locales dans les processus législatifs ;
 - ✓ Ex : participation de communautés rurales déployant des efforts de conservation de pâturages à l'établissement d'une nouvelle loi sur la conservation de la nature (Iris, Croatie)
- ▶ Mener des batailles juridiques et politiques sur des points problématiques cruciaux de la législation nationale, notamment des procès à divers niveaux ;
 - ✓ Ex : communauté *Pima* en Arizona qui s'est battue pour son droit à l'eau et s'est vue officiellement accorder le contrôle d'une importante partie du bassin versant du Colorado sur son territoire (Octaviana, USA)
 - ✓ Ex : une nouvelle loi mexicaine proposait de reconnaître les APACs comme une catégorie du système national d'aire protégée, avec la possibilité pour l'Etat d'imposer une aire protégée sur une APAC. Aussi les communautés se sont-elles rassemblées pour s'accorder sur leur propre protocole bio-culturel, et ont collaboré avec un avocat afin qu'il garantisse son adéquation aux législations en place, et l'ont soumis au gouvernement, qui a reculé face à un tel mouvement. (Octaviana, USA)
- ▶ Créer des alliances, des fédérations, et des réseaux de solidarité avec d'autres organisations autochtones et locales ;
 - ✓ Ex: TILCEPA, IIFB, Civil Society Alliance, Consortium APAC,... (Grazia, Suisse)
- ▶ Recourir à des mécanismes de veille citoyenne d'information qui offrent une assistance légale aux peuples autochtones et aux communautés locales ;
 - ✓ Ex : réseau d'acteurs divers (fermiers, associations environnementales, particuliers, chercheurs) qui soutiennent les faucheurs volontaires en tentant de leur fournir l'information la plus complète possible - comme le lieu de plantation de nouveaux champs OGM (Jean-François, France)
- ▶ Elaborer des consensus locaux grâce à des moyens de communication innovants tels la vidéo participative ou la géolocalisation ;
 - ✓ Ex : réalisation de vidéos par des communautés isolées les unes des autres, ensuite apportées à chacune pour échanger les expériences, ou interviews filmées d'élus politiques ensuite montrées aux communautés et réponses filmées des communautés montrées aux élus (Dario et Tisoy, Philippines)
- ▶ Relier les efforts locaux aux politiques internationales à travers des systèmes de communication bidirectionnels ;
 - ✓ Ex : envoi à l'UNESCO d'une pétition signée par de nombreuses communautés afin de protester contre le potentiel octroi de permis d'exploitation minière dans les réserves de biosphère (Dario et Tisoy, Philippines)
 - ✓ Ex : en 2003, au 5^e World Parks Congress, 300 représentants de peuples autochtones et de communautés locales vinrent faire part de leur vision de la conservation, jusqu'alors dominée

par les gestionnaires de parcs. Leurs recommandations furent intégrées au programme de travail sur les aires protégées de la CBD (PoWPA), engageant de la sorte 193 pays dans la reconnaissance des APACs. Ces dernières se sont récemment vu (enfin) accorder la même valeur que les aires protégées publiques, dans les objectifs stratégiques de la CBD dits objectifs d'Aichi (Grazia, coordinatrice du Consortium APAC)

- ▶ Augmenter les efforts de communication par le recours à une variété de médias (radio, internet, télévision, alertes) afin que les résultats de recherche atteignent un public plus large ;
- ▶ Engager les agences et les bailleurs internationaux dans une évaluation plus réflexive et compréhensive des projets qu'ils financent;
- ▶ Collaborer avec les chercheurs afin d'influencer les systèmes de pouvoir, mais toujours dans des cadres éthiques clairs.
 - ✓ Ex : Code Ethique de la Société Internationale d'Ethnobiologie
- ▶ Transmettre les savoirs et savoir-faire des communautés au plus grand nombre par les communautés elles-mêmes
 - ✓ Ex : Publication de l'ouvrage 'Le palmier raconté par un cultivateur' (Editions BEDE – France pour la version en français et Barzakh – Algérie pour la version en arabe), par Nourredine Ben Saadoune, phœniciculteur à BenIsguen, Algérie.

Etude de cas #10 : Artiso Mandawa (Palaw'an, Philippines) and Dario Novellino (chercheur, Philippines)

L'île de Palawan compte plus de 4000 groupes autochtones. Malgré plusieurs lois prometteuses pour la protection de leurs territoires (notamment la possibilité de demander un titre de domaine ancestral), un revirement opéré par la présidente Gloria Macapagal-Arroyo en 2006 a conduit à ce qu'environ 80% de l'île soient aujourd'hui sous demande de permis d'exploitation par les grandes compagnies minières ou de palmiers à huile.

Face à cette menace, il est complexe pour ces groupes d'agir, car les acteurs politiques sont multiples et les compétences fragmentées et non harmonisées, et à chaque nouvelle élection, tout peut être à reconstruire. De plus, les groupes Palaw'an sont très dispersés à travers l'île, et profondément égalitaires, et il est donc difficile de les fédérer pour mener une action collective. Enfin, les pouvoirs publics mettent en place des structures parallèles, sensées veiller aux intérêts autochtones, mais en réalité souvent corrompues par les compagnies extractives.

Néanmoins, le réseau ALDAW (Ancestral Land Domain Watch) se bat contre ces projets industriels, à l'aide d'outils innovants: les vidéos participatives permettant aux communautés de communiquer entre elles et de prendre des décisions communes (les films sont transportés d'une communauté à l'autre) et d'interagir de manière critique avec les élus (interviews filmées, avec droit de réponse de part et d'autre) ; mais également la géolocalisation simple à l'aide d'un GPS et d'une fiche descriptive (reprenant les coordonnées, une photo et un descriptif, afin de pouvoir montrer la situation réelle sur le terrain).

Ce travail a permis, par exemple, de démontrer au gouvernement que des zones considérées comme 'inhabitées' ou 'inutilisées' le sont en fait depuis longtemps, et qu'il est donc inenvisageable de laisser des compagnies minières s'y installer.

De nombreuses pétitions en ligne ont également été lancées afin d'être remises aux autorités.

DISCUSSIONS AVEC LA SALLE DURANT LE CONGRES

Lors de la présentation au Forum des peuples autochtones, les discussions ont principalement consisté en un échange entre les représentants des communautés locales sur des questions pratiques, comme par exemple :

- ▶ Des moyens traditionnels de suivi sont-ils également employés ?

- ▶ Comment ce travail de suivi est-il financé ?
- ▶ Les gardiens et surveillants des APACs sont-ils rémunérés ?
- ▶ Des jeunes sont-ils prêts à prendre le relais dans le futur ?
- ▶ Comment valoriser les savoirs traditionnels aux yeux des chercheurs ?
- ▶ Comment éviter la récupération de la tradition par l'Etat, en tant que folklore ?

Lors de la présentation dans une session scientifique du congrès (S44), la discussion s'est principalement développée autour des termes utilisés, tels APACs (Aires et territoires conservés par les peuples autochtones et les communautés locales – en anglais 'ICCAs'), et de leur possible restriction pour la reconnaissance des territoires (voire 'territorialités', qui ne sont pas juste spatiales mais incorporent la dimension spirituelle par exemple) autochtones. Par ailleurs, deux points de vue ont été mis en débat concernant la reconnaissance internationale de ces espaces : soit elle permet aux peuples autochtones et aux communautés locales de bénéficier d'un support à un niveau supérieur pour pouvoir infléchir les autorités nationales (et ils cherchent donc activement à se faire connaître), soit elle est vue comme une tentative de récupération menant à l'imposition de règles non consenties (et ils cherchent donc à ne se dévoiler en aucun cas).

Quoiqu'il en soit, un principe devrait être gardé à l'esprit concernant ces questions : chaque situation est unique, de par le contexte externe dans lequel elle s'insère et les bases internes sur lesquelles elle se fonde, et il revient à chaque communauté de faire ses propres choix (notamment en matière de dénomination).

CONCLUSIONS



Dans l'ensemble, le 'Minervoix des peuples' s'est avéré un franc succès. Dans l'évaluation finale, les participants ont souligné l'excellent choix en matière d'emplacement de l'atelier: une ferme coopérative dans le Languedoc rural, où des communautés, familles et individus s'efforcent de vivre de manière durable et collective, en dépit des pressions environnementales, politiques et économiques auxquelles ils sont confrontés. Les visites de terrain ont été perçues par les participants comme des

moments-clé d'échange informel autour des défis et les succès rencontrés par les communautés engagées dans la conservation à travers le monde. L'un des aspects positifs régulièrement mentionné dans l'évaluation est l'opportunité d'apprendre des méthodes, approches et initiatives de pairs autour du globe. La création de ce sentiment d'appartenir à une communauté globale d'activistes et de chercheurs qui tentent de valoriser les approches communautaires et autochtones de la conservation était essentielle. Les participants sont repartis convaincus que la solidarité établie durant l'atelier perdurera et inspirera bien au-delà de l'espace-temps limité du congrès.

Sur le plan pratique, l'atelier a fourni l'espace et le temps nécessaire à la création collective de présentations de qualité en vue de deux sessions académiques organisées par BEDE, le Consortium APAC et GDF. De plus, en profitant de la co-présence de représentants de communautés, de praticiens et de chercheurs aux vues similaires, l'atelier a permis de produire des résultats collaboratifs, innovants et forts. Les organisations coordinatrices ont

pris en compte les recommandations formulées dans l'évaluation finale (notamment la nécessité d'instructions plus claires et d'une facilitation plus 'poussée' pour garantir la consistance, compréhension et légitimation des objectifs tout au long de l'atelier) et les utiliseront afin d'améliorer le format pour de futurs ateliers. Sans aucun doute, organiser de tels ateliers lors de futurs congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie s'avérerait hautement utile afin de garantir une participation forte des représentants de communautés locales et de peuples autochtones dans ce type de forums importants. L'un des principaux défis pour le prochain pré-congrès ISE – qui se tiendra au Bhoutan en 2014 – sera de garantir que les objectifs, stratégies, méthodes et planning pour l'atelier soient établis de manière entièrement participative dès le début de l'atelier.



Si chaque communauté est unique et développe des stratégies en réponse à un contexte précis – donc pas forcément transférables ailleurs -, il n'en reste pas moins que le processus a démontré l'existence de points communs entre les communautés, notamment la confrontation à des problèmes similaires et surtout la poursuite d'un objectif commun avec un résultat identique, et la nécessité de se fédérer pour une action simultanée significative au niveau international.

De manière générale, les conclusions sont les suivantes:

- La recherche-action participative, la diffusion d'information et le plaidoyer pour les droits des peuples autochtones et des communautés locales à gouverner et conserver leurs territoires et leurs ressources sont présents sur tous les continents ;
- Les initiatives de conservation autochtones et communautaires sont efficaces, rentables et de plus en plus reconnues ;
- La légitimité de ces initiatives est accrue lorsque les communautés elles-mêmes sont aux commandes des efforts de recherche (conception, mise en œuvre et analyse), de diffusion et de plaidoyer ;
- Les peuples autochtones et les communautés locales bénéficieraient de la multiplication d'espaces de rencontre, d'alliance, de création de réseaux et de fédérations, comme part intégrante de la reconnaissance internationale croissante de leur rôle en tant qu'experts de la conservation des ressources et de la diversité bioculturelle.

REMERCIEMENTS

BEDE, le Consortium APAC et GDF tiennent à remercier les bailleurs suivants, sans le généreux soutien desquels cet atelier n'aurait pu être le succès qu'il a été : GDF remercie particulièrement le Fond Christensen (Etats-Unis) et la Fondation New England Biolabs (Etats-Unis) ; le Consortium APAC remercie le support généreux de la Fondation Salvia (Suisse) ; et BEDE remercie le support global au projet 'Laboratoire hors murs' par la Fondation de France (France) et le support spécifique à l'atelier du Minervois par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon (France), de même que le support d'Europaid (UE) au projet éducatif 'Semences paysannes' – qui encourage l'amélioration des pratiques d'agriculture durable et de souveraineté alimentaire – et le support de la Fondation Charles Léopold Mayer (France) qui soutient le travail de réseaux d'organisations et de territoires. Les trois organisations doivent également énormément au travail inlassable des

organisateurs et bailleurs du 13^e Congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie ; en particulier Natasha Duarte, coordinatrice de l'ISE, dont la disponibilité, la flexibilité et la générosité se sont avérées essentielles à la réussite de cet atelier. Nous remercions également et Jean-Michel Armagnac, Christian Chatelain, et Jon Corbett dont les magnifiques photographies nous ont permis d'illustrer ce rapport.

ANNEXE : BIOGRAPHIES ET COORDONNEES DES PARTICIPANTS

AITMATOV MURATALY (KYRGYZTAN)



Murataly travaille à un projet depuis deux ans : le 'Développement du Centre de Diversité Bioculturelle de l'Université Nationale Agraire Kyrgyz', qui entreprend les activités suivantes : collection, analyse systémique des savoirs traditionnels ; publication des deuxième et troisième parties du catalogue des connaissances traditionnelles ; organisation des ateliers pour développer un curriculum et des lignes directrices pour les enseignants du cours introductif

interdisciplinaire, du cours introductif aux connaissances traditionnelles, et du cours de méthodes de recherche ethnobotanique avec l'implication d'experts internationaux ; et soutien aux initiatives étudiantes du Club Murakser.

Pour contacter Murataly: aitmatov1958@mail.ru

AMAYA LUIS (MEXIQUE)



Ce qui intéresse **Luis** dans la conservation communautaire c'est de démontrer à sa communauté que c'est un bon choix sur le long terme. Il espère que cet atelier donnera l'opportunité de discuter avec d'autres personnes autochtones pour apprendre les limites et les obstacles qu'elles ont dû envisager au cours de leur travail. Cela l'aidera à anticiper les erreurs que d'autres animateurs ont connues. En ce moment, il travaille au sein d'un projet (de conservation communautaire) sur le long terme pour sa communauté.

Pour contacter Luis: el-chepe@hotmail.com

BENES IRIS (CROATIE)



Coordnatrice pour l'Europe du Nord, Centrale et de l'Est du Consortium APAC, **Iris** a un passé professionnel en droit et des intérêts en droits humains et dans la conservation de la nature l'ont conduit vers un engagement en faveur de projets de la société civile et des initiatives, où elle tient à trouver des solutions pratiques aux problèmes, échanger des connaissances et à plaider pour des initiatives citoyennes. Elle reste active dans la conservation de la biodiversité et du paysage (en particulier les plaines d'inondation), l'architecture traditionnelle, les races et les espèces

endogènes, le patrimoine naturel et culturel, le bénévolat, la loi de conservation, les politiques et le plaidoyer de conservation. Après avoir travaillé sur ces questions depuis 1989 et après s'être engagée professionnellement durant la dernière décennie, Iris est venue à ICCA pour son intérêt de conserver la terre de ses grands-parents (vaste pâturage communal riche en biodiversité) gardant toute sa beauté par la communauté locale. Membre des conseils nationaux et des groupes de travail dans l'agriculture durable / protection de la nature, elle travaille également comme gestionnaire de bureau pour une ONG citoyenne en Croatie.

Pour contacter Iris: iris@bed.hr

BEN SAADOUNE NOURREDINE (ALGERIE)

Cultivateur de palmier dattier de l'oasis de Beni Isguen dans la Sahara algérien, **Nouredine** fait partie de la communauté berbère mozabite. Il entretient 600 palmiers de différentes variétés et anime une association de professionnels du palmier-dattier : Tazdaït Dalal Oussane. Il a écrit avec Nordine Boulahouat de BEDE un livre sur les savoir-faire de la culture du palmier-dattier et travaille actuellement à améliorer les conditions de sécurité du matériel de travail du grimpeur-cultivateur de palmier.

Nouredine développe depuis une vingtaine d'années des échanges avec des communautés paysannes des différents pays du monde sur les cultures et la conservation des plantes et semences des variétés locales. Il est particulièrement intéressé par la lutte biologique contre les maladies et prédateurs des plantes.

Pour contacter Nouredine: akarbouche@yahoo.fr

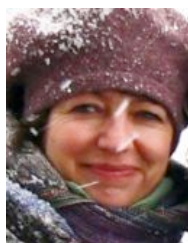
BERSON ANNE (MALI)

Anne est Coordinatrice du programme Archipel des Terroirs sources en Afrique de l'Ouest de l'association BEDE, notamment au Sénégal, Mali, Bénin, et Togo. Le programme Archipel des Terroirs est une démarche pour soutenir l'agriculture familiale écologique et la promotion de la biodiversité cultivée. Il accompagne sur des territoires des dynamiques paysannes de valorisation de la biodiversité et de sa préservation. Il appui des réseaux de praticiens pour améliorer la

gouvernance de la gestion de la biodiversité cultivée.

Pour contacter Anne: anneberson@no-log.org

Pour en savoir plus : www.bede-asso.org

BORRINI-FEYERABEND GRAZIA (ITALIE)

Coordinatrice générale du Consortium APAC, **Grazia** a travaillé sur les droits communautaires, sur la conservation, les moyens de subsistance durable et la santé publique pendant près de 30 ans, se concentrant durant la dernière décennie sur la gouvernance des aires protégées et sur la reconnaissance et le soutien approprié aux Aires et aux Territoires du Patrimoine Autochtones et Communautaires (APAC). Souvent en collaboration avec l'UICN (par exemple, comme vice-présidente de sa Commission sur les politiques environnementales, économiques et sociales et de sa Commission mondiale

des aires protégées et en tant que chef de son Programme de politique sociale de 1993 à 1998), elle est aujourd'hui consultante indépendante, gestionnaire de projets, présidente de la Fondation Paul K. Feyerabend et membre de plusieurs organes de gouvernance et de conseil technique pour les aires protégées et les ressources naturelles dans différents pays. Grazia parle quatre langues et a travaillé dans plus de cinquante pays. Elle est l'auteur, co-auteur ou l'éditeur d'une vingtaine de volumes de 'pensée collective', et a organisé de nombreux rassemblements internationaux qui ont favorisé des mesures novatrices et progressistes en matière de politiques et de pratiques de la conservation.

Pour contacter Grazia : gbf@iccaconsortium.org

Pour en savoir plus : www.iccaconsortium.org; www.pkfeyerabend.org

BOULAHOUAT NORDINE (FRANCE-ALGERIE)

Nordine coordonne les activités de terrain des programmes de BEDE dans le bassin méditerranéen. Agronome, il accompagne des dynamiques paysannes en particulier sur trois territoires : le Minervois, en France, et en Algérie dans la région de moyenne montagne de Kabylie, et la région des oasis du Mزاب dans le Sahara. Nordine a une longue expérience comme enseignant et chercheur en Algérie, et s'est converti depuis une dizaine d'années dans la recherche-action avec les communautés locales.

Pour contacter Nordine: nordine@bede-asso.org

Pour en savoir plus : www.bede-asso.org

BRAC DE LA PERRIERE ROBERT ALI (FRANCE)

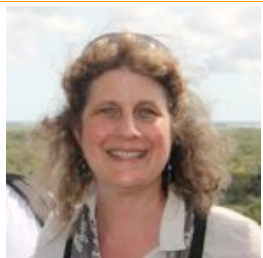
Bob est le coordinateur de l'association BEDE. Cette petite organisation de solidarité internationale qu'il a créée en 1994 travaille essentiellement aux échanges de savoirs et savoir-faire sur la biodiversité cultivée.

Après une carrière académique pendant une quinzaine d'années notamment sur la gestion des ressources génétiques des mils des savanes en Côte d'Ivoire et l'utilisation de la diversité des palmiers dattiers des oasis en Algérie, il s'est investi avec BEDE dans la construction d'une veille citoyenne d'information francophone sur les OGM (Infogm), et du Réseau Semences

paysannes (RSP) et dans le soutien aux réseaux de producteurs de semences paysannes, en Europe, au Maghreb et au Sahel.

Pour contacter Bob : brac@bede-asso.org

Pour en savoir plus : www.bede-asso.org

BROWN JESSICA (ETATS-UNIS)

Jessica est la directrice de New England Biolabs Foundation, une fondation privée et indépendante qui a la mission de soutenir la conservation communautaire des paysages terrestres et maritimes et de leur diversité bio-culturelle. Avant cela elle était vice-présidente pour les programmes internationaux du Labrador Foundation/Atlantic Center for the Environment (QLF), responsable pour ses activités de formation et les échanges entre pairs dans diverses régions. Depuis vingt ans, elle travaille dans des projets de conservation communautaire dans les régions caraïbe, mésoaméricaine, andine, européenne (centrale et de l'est) et balkanique. Elle est actuellement consultante pour le Programme de Petites Subventions du FME/PNUD et pour son initiative COMPACT. Jessica participe au conseil administratif de Terralingua et de International Funders for Indigenous Peoples, et est membre du Consortium APAC. Membre aussi de la Commission Mondiale des Aires Protégées de l'UICN, Jessica préside le Groupe Spécialiste des Paysages Protégés, un groupe de travail mondial qui donne des conseils en matière de politique et gestion des paysages bio-culturels et qui sert de plateforme pour la recherche qualitative et la dissémination d'expériences.

Pour contacter Jessica : brown@nebf.org

CAMACHO CLAUDIA (MEXIQUE)

Claudia a étudié la biologie à l'Université Autonome de Nuevo León au Mexique (2001) et a obtenu sa maîtrise en ethnobotanique de l'Université de Kent (GB) en 2003. Elle est basée à Xalapa au Mexique et, depuis 2007, est la co-coordinatrice du programme régional mésoaméricain de GDF. Son travail et ses expériences de recherche et sur le terrain comprennent l'évaluation et la promotion de la médecine traditionnelle et urbaine ; l'évaluation des écosystèmes et des pratiques traditionnelles pour la conservation des plantes médicinales chez les Quichua de l'Amazonie équatorienne ; l'évaluation et la promotion de la conservation autochtone et communautaire en Amérique centrale ; la promotion de la recherche collaborative à travers la formation et la consolidation d'équipes de recherche en Oaxaca au Mexique. Elle s'intéresse à l'utilisation de la diversité bioculturelle pour améliorer la nutrition et la santé communautaire et à la promotion des capacités communautaires pour la protection des ressources naturelles. Claudia parle l'espagnol et l'anglais couramment. Pour contacter Claudia : isabelcb@gmail.com

CARLON ANABELA (MEXIQUE)

Les intérêts d'**Anabela** sont la protection de la culture et de la biodiversité dans le territoire Yaqui, dont dépend sa communauté pour se maintenir comme culture forte et vive. Leur projet est de défendre le territoire sacré au travers de la conservation de sa faune et de sa flore. Actuellement, les efforts de la tribu Yaqui sont concentrés sur la défense des droits à l'eau et ils cherchent des idées, des stratégies et des arguments plus forts que les arguments économiques pour soutenir cette lutte. Pour contacter Anabela : jeka-ania@hotmail.com

CARUSO EMILY (ITALIE)

Emily, la directrice des programmes régionaux de Global Diversity Foundation, a terminé son doctorat en anthropologie en janvier 2012. Ses recherches, qui ont eu lieu au sein du peuple Ashaninka, un groupe autochtone de l'Amazonie du Pérou, analysent les relations entre les concepts Ashaninka du soi et de l'autre, ainsi que leurs modes de relations avec l'état, les projets de développement et de conservation et les ONG. Elle s'intéresse particulièrement aux pratiques et politiques des interventions formelles de conservation, et aux engagements autochtones avec ces derniers, ainsi qu'à la conservation communautaire. Depuis 2002, elle a travaillé avec des ONG internationales soutenant les droits des peuples autochtones et forestiers et depuis 2007, elle accompagne des fédérations Ashaninka dans leurs luttes politiques et opérations quotidiennes. En tant qu'anthropologue engagée, Emily croit fermement que toute recherche qui implique les communautés devrait leur appartenir et être dirigée par eux-mêmes ; elle est toujours à la recherche d'innovations et d'approches créatives dans la recherche participative communautaire. Emily parle anglais, italien, français et espagnol. Pour contacter Emily : Emily.caruso@gmail.com

CHAN DZUL ALBERT MAURILIO (MEXIQUE)

Albert Maurilio est un autochtone Maya de l'état du Yucatán au Mexique. Il a réalisé des études en biologie avec une spécialisation en agroécologie et a une maîtrise en gestion et conservation des forêts tropicales et biodiversité du CATIE au Costa Rica. Depuis janvier 2005, il donne des conseils au Consejo Regional Indígena y Popular de X'pujil (CRIPX), une organisation sociale qui travaille à Calakmul, Campeche, Mexique, pour laquelle

il entreprend des activités de formation des communautés autochtones et de conception, gestion et mise en œuvre de projets. Actuellement, responsable du site Calakmul pour le projet 'Evaluation de l'efficacité des stratégies de gestion communautaire pour la conservation des ressources bio-culturelles' financé par l'Union Européenne, il coordonne le projet 'Capacitation locale pour la restauration écologique : rétablissement de la connectivité pour la conservation de la vie sauvage à Calakmul' financé par WWF-USA ; et est conseiller technique pour le projet 'Centre éco-touristique – la racine de l'avenir'. Il a aussi participé à des ateliers et forums qui traitent du thème de la collaboration effective entre les peuples et la conservation en coordination avec des ONG locales et internationales.

Pour contacter Albert : chandzul@yahoo.com.mx

CHATELAIN CHRISTIAN (FRANCE)

Christian est un 'Chercheur d'APACs' – un explorateur d'APACs et un militant pour leur reconnaissance et appui. Agronome et conseiller pour les aires protégées, il a plus de 25 ans



d'expérience en Afrique et en Europe en tant que consultant indépendant en cogestion des ressources naturelles forestières ou des terres arides. Christian a été engagé sur le terrain dans de nombreuses initiatives de recherche pour la conservation et la gouvernance partagée des ressources naturelles, la gestion communautaire et l'évaluation participative. Son travail de plaidoyer pour les APACs a duré plusieurs années dans le cadre de ses contributions bénévoles en tant

que membre de la Commission sur la politique économique et sociale de l'environnement (CEESP) de l'UICN. Depuis 2009, il a soutenu le processus endogène d'établissement et de reconnaissance officiels de la première APAC du Sénégal. Christian est père de trois adolescents, amoureux de la montagne et alpiniste, membre du 'Collectif ProMontBlanc' et engagé dans la protection transfrontalière du Mont-Blanc et, pour le Consortium APAC, agit comme coordinateur pour le Sud de l'Europe et l'Afrique francophone.

Pour contacter Christian : c-chatelain@orange.fr

CHAVEZ RAMIREZ MARTIN 'MAKAWI' (MEXIQUE)

Makawi (colombe) appartient au peuple Raramuri ou Tarahumara, de l'état du Chihuahua au Mexique, originaire de la Sierra Tarahumara et de la communauté du nom de Basihuare, du canton de Guachochi, Chihuahua. Son organisation s'appelle 'Conseil écorégional de la terre Tarahumara'. Son travail est la conservation des ressources naturelles et culturelles Raramuri à travers les valeurs des plantes et des animaux sauvages, mais

également de la terre et de ses ressorts. « *Je suis 'Makawi' par la musique que j'écris, et j'ai l'intention, à travers ces chansons, de communiquer et diffuser les valeurs de la culture ancestrale que les parents de nos grands-parents nous ont léguées depuis bien longtemps* ».

Pour contacter Martin : towimakawi@yahoo.com.mx

CHERIFI MUSTAPHA (ALGERIE)

Mustapha est phœniciculteur (cultivateur du palmier-dattier) dans l'oasis de Beni-Isguen, au sud de l'Algérie. Il est membre de la communauté mozabite berbère. Il a hérité son métier de son grand-père et a acquis une grande expérience au fil des ans, notamment celle de savoir descendre dans des puits très profonds. Il a participé au programme de recherche participative sur le palmier-dattier au Maghreb (IPGRI). Il est membre de l'association locale Tazdaït Diale Oussane, 'Palmier dattier, témoin éternel'.

Il s'intéresse à tout ce qui touche de près ou de loin au palmier-dattier.

Pour contacter Mustapha : akarbouche@yahoo.fr

CHUB JULIO (BELIZE)

Julio est un Maya Qeqchi du Belize, ayant une expérience de 7 ans de travail dans l'approche communautaire et l'éducation environnementale à Ya'axché. Il est aujourd'hui responsable du développement et de la mise en œuvre des programmes d'éducation environnementale et de sensibilisation, de la communication des travaux Ya'axché à destination des communautés, fournissant une assistance technique aux agriculteurs et conduisant des évaluations socio-économiques dans le paysage maya.

Pour contacter Julio : julio.chub@yaaxche.org

Pour consulter le site web Ya'axché : www.yaaxche.org

Pour connaître les dernières nouvelles : <http://www.facebook.com/yaaxche>

Pour en savoir plus : document pdf présentant le travail de Julio

CORBETT JON (CANADA)

Jon est assistant-professeur dans le Département de communautés, culture et études globales de UBC Okanagan, ainsi que co-directeur du Centre pour la justice sociale, spatiale et économique. Il a deux centres d'intérêt principaux : (1) l'investigation sur 'comment les technologies digitales multimédia peuvent-elles être combinées aux cartes géographiques et utilisées par les communautés pour documenter, sauvegarder et communiquer leurs connaissances spatiales?'; (2) l'analyse de 'comment la représentation géographique de ces

connaissances, en utilisant ces technologies, peuvent-elles renforcer les communautés, tant au niveau interne qu'externe grâce à leur influence croissante sur les décisions et grâce à leur capacité à devenir des acteurs dans le processus de changement social?'. Tous les aspects de ces recherches incorporent un élément central qui est la communauté. Dans le contexte de son programme de recherche, cela signifie que : (a) la recherche est un bénéfice immédiat pour les communautés avec lesquelles elle travaille, (b) ces communautés se sentent en contrôle du processus de recherche, et (c) les membres des communautés sont engagés dans le processus même de la recherche.

Pour contacter Jon : jon.corbett@ubc.ca

Pour en savoir plus : document pdf présentant le travail de Jon

CUMATANG BENNY (PHILIPPINES)

Benny est un animateur de la communauté locale Agtulawan Mintapod Cumadon Higaonon. Il a également enseigné la culture de l'éducation non formelle dans la communauté. Il travaille dans différentes organisations en tant que coordinateur pour le plaidoyer, les droits de propriété intellectuelle, et la certification des domaines ancestraux. Il travaille depuis peu à Non Timber Forest Products Task Force (NTFP-TF) comme agent de la collectivité et il est voué à devenir un futur leader de sa communauté qu'il respecte. Pour contacter Benny: ntfp7@yahoo.co.uk

CUMATANG MANTANGKILAN (PHILIPPINES)

Mantangkilan Cumatang, dit **Amay**, est le chef du domaine ancestral Agtulawan Mintapod Higaonon Cumadon (AGMIHICU) dans Impasugong, Bukidnon (Philippines). Il dirige Mintapod, un des 13 gaup ou villages de AGMIHICU. Il bénéficie de beaucoup de respect, non seulement dans son domaine ancestral, mais aussi parmi tout le peuple Higaonon de Mindanao du nord. Il a démontré ses capacités de leader dans les activités d'exploitation forestière communautaire et il a guidé les efforts de protection de Mt. Kimangkil, une des montagnes sacrées de Mindanao du nord. Il utilise aussi son important savoir écologique traditionnel pour assurer la conservation des forêts qui appartiennent à son peuple. Leur domaine ancestral recouvert de forêt est témoin de l'efficacité de la direction d'Amay et de sa pratique continue du savoir autochtone Higaonon. Pendant de nombreuses d'années, il a maintenu son engagement pour protéger leur forêt, surtout leur sanctuaire (Patagonan). La profondeur de son enracinement dans la forêt et la culture Higaonon continue d'inspirer les jeunes, même ceux qui ont étudié à l'université. Il continue à travailler pour la protection de leur domaine ancestral et pour l'amélioration de la vie des Higaonon. Pour contacter Mantangkilan : ntfp7@yahoo.co.uk

DJUMABAEVA ALMAGUL (KYRGYZTAN)

Almagul vient du Kyrgyzstan, en Asie Centrale. Elle travaille avec Taalim-Forum, une fondation publique. Depuis 2007, ils sont engagés dans l'éco-éducation et organisent des ateliers, formations et séminaires publics ; par exemple, en 2008 et 2001, ils ont organisé des ateliers concentrés sur les méthodes de recherche ethnobiologiques pour les chercheurs locaux et les professeurs d'université. En collaboration avec le Centre des Savoirs Bioculturels de l'Université Agraire Kyrgyz, Almagul est engagée dans la production d'un guide sur les méthodes de recherche ethnobiologiques pour les chercheurs locaux.

Pour contacter Almagul : dj.almagul@gmail.com

Site web du travail de Tabiyat taalimi : www.tabiyat.kg

Site web de Taalim-Forum: www.taalim.mega.kg

LECOQC JOHANN (FRANCE)

Paysan/agronome dans le Minervois à Mailhac, **Johann** est chargé de mission à BEDE pour les projets menés dans le Minervois (diversification agricole, dynamiques collectives, biodiversité cultivée, irrigation). Johann s'intéresse particulièrement à la biodiversité cultivée potagère adaptée aux conditions méditerranéennes et aux techniques agro-écologiques de régénération des sols et de réduction des besoins en eau d'irrigation.

Pour contacter Johann : johann.lecocq@laposte.net

Pour en savoir plus : www.bede-asso.org

MCCANDLESS SUSANNAH (ETATS-UNIS)

Susannah, géographe et écologiste politique, a terminé son doctorat à Clark University au Massachusetts, Etats-Unis en 2010. Son travail sur le terrain aux Etats-Unis et en Amérique latine se concentre sur les questions de conservation dans les terres privées et la possibilité que cela pourrait servir comme ressource communale ; et sur la question de savoir comment les questions de genre, race et ethnicité touchent les droits d'accès et de mouvement dans ces lieux. Elle a enseigné la géographie humaine à l'Université de Vermont, les études environnementales à Mount Holyoke

Collège au Massachusetts, et a travaillé formellement et informellement avec des organisations qui œuvrent pour la réforme foncière, l'exploitation forestière communautaire, l'ethnobiologie, la justice environnementale et les agriculteurs migrants. Elevée au Vermont, Susannah s'intéresse aux relations critiques entre les paysages viables et les modes de vie humains. Elle parle anglais, espagnol et français.

Pour contacter Susannah : trelevenfam@gmail.com

MALDIDIER CHRISTOPHE (FRANCE)

Christophe est agronome et socio-économiste rural, métis juif d'Ukraine et français de l'Aube. Il a travaillé sur le thème de la gouvernance de la terre et la réforme agraire, et la gestion des ressources naturelles, en vivant plusieurs années en Amérique Centrale et à Madagascar, et en faisant du conseil à des ONGs et des institutions publiques dans plusieurs pays d'Amérique Latine et d'Afrique.

Actuellement Christophe est consultant et, en tant que membre de BEDE, il appuie le travail en particulier dans le Minervois, proche de Montpellier où il vit.

Pour contacter Christophe : c.malidier@yahoo.fr

Pour en savoir plus : www.bede-asso.org

MANDAWA ARTISO (PHILIPPINES)

Artiso '**Tisoy**' Mandawa est membre du groupe autochtone Palawan qui habite la pointe sud de l'île de Palawan aux Philippines. Il est directeur de ALDAW (Ancestral Land Domain Watch) et dirige la résistance autochtone aux entreprises minières et aux plantations de palmiers à huile. Actuellement, il aide les communautés de Palawan de la municipalité de Brooke's Point à réunir et soumettre les éléments de preuve nécessaires pour la reconnaissance légale de leur domaine

ancestral/titres fonciers. Tisoy soutient les membres de sa communauté dans l'apprentissage des nouvelles technologies (geotagging et vidéos) afin d'affiner et améliorer leurs méthodes de plaidoyer.

Pour contacter Artiso : matanggubat@gmail.com

MARTIN GARY (ETATS-UNIS/MAROC)

Gary est un ethno-écologue qui se concentre sur les liens entre la diversité biologique et culturelle et le rôle des communautés dans la protection de la résistance socio-écologique. Il travaille dans la conservation et l'ethnobiologie depuis plus de vingt-cinq ans, menant des travaux de recherche appliquée et des formations dans plus de quarante pays. En 1996, il a obtenu son doctorat en anthropologie de l'Université de Californie à Berkeley. En 2000, il a fondé la Fondation pour la Diversité Mondiale (Global Diversity Foundation, GDF), une organisation qui soutien les peuples autochtones et les communautés locales dans la protection de leur patrimoine agricole, biologique et culturel au travers de projets de recherche à long-terme, formation et action sociale. En 1995 il a publié *Ethnobotanique* qui a été largement utilisé comme manuel pour des cours universitaires et pour la recherche sur le terrain. Entre 1998 et 2011, il était professeur et chercheur à l'École d'Anthropologie et de Conservation à l'Université de Canterbury à Kent, GB. Depuis 2010, il est chercheur au Centre Rachel Carson pour la Société et l'Environnement à Munich en Allemagne. Pour GDF, il est responsable de la création de programmes communautaires à long-terme pour la diversité culturelle et naturelle sur plusieurs sites en Asie, Afrique et Amérique Latine. Il a donné des cours sur les questions de diversité bio-culturelle et de méthodes de recherche ethno-écologiques dans plusieurs universités et sites sur le terrain, et, depuis 2011, dirige l'Académie d'été pour l'environnement mondial (Global Environment Summer Academy) qui fait partie de l'Université d'été internationale de Munich. Il parle anglais, espagnol et français. Pour contacter Gary : gmartingdf@gmail.com

MILENAKA VICTOR (MADAGASCAR)

Enseignant nouvellement retraité issu d'une commune rurale fortement influencée par l'Aire Protégée Mikea dans le Sud de Madagascar, **Victor** a beaucoup participé à la sensibilisation et la mobilisation des différentes parties prenantes au niveau communautaire pour la création de cette aire protégée co-gérée avec le MNP (Madagascar National Parks) et pour le renforcement de la responsabilisation communautaire. Il est secrétaire d'une association intercommunale pour la conservation de la forêt de Mikea regroupant les 187 villages de communautés de 15 communes rurales sur 2 Districts. Il est aussi commissaire aux comptes et animateur d'une Association des Usagers de l'Eau Lovasoa Soandraza (Réseau d'irrigation d'un périmètre irrigué pour la culture du riz) et membre du Comité Régional de Consultation pour le Sud Ouest de Madagascar dans le cadre du Programme de Petites Subventions du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF SGP) en tant que représentant des communautés locales de la forêt de Mikea. Il est engagé et convaincu de la nécessité de renforcer les capacités et la responsabilisation des communautés locales dans la conservation durable des ressources naturelles étant donné les relations, liées au patrimoine naturel, historique, culturel et socio-économique, entre les communautés et les ressources naturelles. Pour contacter Victor: victor.milenaka@gmail.com

MITCHELL RYAN (ETATS-UNIS)

Ryan est un étudiant de géographie à Mt. Allison University (Canada) et a participé à l'atelier et au Congrès International d'Ethnobiologie avec sa mère, Jessica Brown. Il y a deux ans, il a assisté au CISE à Tofino et à l'atelier pré-congrès organisé par GDF.

Pour contacter Ryan : rsmitchell@mta.ca

MONTI LAURA (ETATS-UNIS)

Éduquée entre les États-Unis et les Andes, **Laura** est experte en écologie paysagère, ethnomusicologie et développement communautaire des peuples autochtones du Mexique du nord-ouest et des États Unis du sud-ouest. Elle a travaillé dans les programmes d'études autochtones appliquées et sciences de la santé de l'Université de l'Arizona du nord. Auparavant, elle a été enseignante en santé communautaire et publique auprès de plusieurs institutions, dont 5 ans à l'Université d'Arizona où elle a développé une pratique clinique sur les questions d'habitudes alimentaires et de diabète parmi les Tohono O'odham et Seri (Comcáac).

Elle a travaillé sur divers projets pratiques avec des communautés autochtones – sur les habitudes alimentaires, la cartographie paysagère communautaire, la surveillance et la protection de l'habitat des oiseaux et des tortues, la diversité musicale et sa transmission intergénérationnelle et la protection des lieux sacrés, en particulier pour le soutien des protecteurs locaux du plateau du Colorado et dans le désert du Sonora. Elle a aussi travaillé avec les réfugiés d'Amérique centrale et dans le Sonora, où elle a créé, avec les Seri, leur réseau de para-écologistes pour gérer leurs ressources du littoral et du désert. Laura s'intéresse particulièrement au savoir des femmes et à leur responsabilité dans la protection de la diversité bio-culturelle.

Pour contacter Laura : laura@christensenfund.org

MOUSSA KANE SAFOURATOU (NIGER)

Co-coordinatrice du Consortium APAC pour l'Afrique de l'Ouest, **Safouratou** est Peule / Haoussa du Niger. Elle est vice-présidente du Réseau Billital Maroobe (RBM), un réseau pour la promotion du pastoralisme qui implique les associations d'éleveurs de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Niger, Mali, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie, Bénin et Nigeria). Elle est également conseillère du WAMIP (l'Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles) et membre du programme pour la sécurité alimentaire de la FAO. Safouratou est titulaire d'une maîtrise en

communication et d'un master en gestion de projet. Elle travaille à temps partiel en tant que professeur et est également bénévole pour les organisations du RBM et pour d'autres organisations fondées sur la reconnaissance des droits du pastoralisme et la sécurité des économies pastorales du Sahel. Dans l'accomplissement de son rôle de coordinatrice du Consortium APAC pour la région du Sahel, Safouratou bénéficie d'un grand nombre de contacts régionaux développés au sein de RBM.

Pour contacter Safouratou : rosedjabo@yahoo.fr

NEUMANN AURELIE (BELGIQUE)

Aurélie a suivi des études en psychologie, écriture et analyse cinématographiques, et sciences et gestion de l'environnement à l'Université Libre de Bruxelles. Sa thèse a porté sur l'intégration des connaissances écologiques endogènes dans la gestion des aires protégées au Pérou, un pays où elle a également effectué son stage universitaire en 2009 (Santuario Nacional Tabaconas Namballe, Cajamarca). Elle a ensuite travaillé pendant deux ans avec des communautés urbaines à Bruxelles (sur un projet visant à permettre aux citoyens de mettre en œuvre des actions environnementales dans leur quartier), où elle a acquis une certaine expérience en dynamiques de groupe et sur beaucoup de questions concernant la démocratie et l'action collective. Elle a également travaillé comme bénévole auprès de Greenpeace Belgique, et se veut une militante pacifiste. Elle a récemment commencé à travailler comme assistante de programme au sein du Consortium APAC.

Pour contacter Aurélie : aurelie@iccaconsortium.org

NOVELLINO DARIO (ITALIE)

Dario est formé en anthropologie, mais plutôt que de poursuivre une carrière académique, il a décidé de dédier sa vie à soutenir la lutte des peuples autochtones pour leur autodétermination sur l'île de Palawan (Philippines). Son engagement avec les peuples autochtones des Philippines a précédé de plusieurs années sa rencontre avec le monde universitaire. Ses efforts pour protéger les droits aux ressources traditionnelles des peuples autochtones n'ont pas faibli pendant les 25 dernières années, aboutissant à des processus concrets de responsabilisation des communautés locales et leur formation à l'utilisation des outils du Web2 pour le plaidoyer. Il a beaucoup publié dans les domaines de l'anthropologie environnementale, l'ethnoécologie, les savoirs autochtones, le chamanisme, les rituels, la cosmologie et l'anthropologie du développement.

Pour contacter Dario : palawan.endangered@gmail.com

PERALES LEONEL (MEXIQUE)

Leonel, est un jeune homme de 21 ans, représentant de la Nation Comcáac et étudiant en écologie à l'Université de l'État de Sonora au Mexique. Il a travaillé dans plusieurs projets de conservation et de gestion des ressources naturelles et a participé à plusieurs congrès nationaux et internationaux. Il s'intéresse en particulier aux connaissances scientifiques de la communauté Comcáac et d'autres groupes autochtones ainsi qu'à leurs coutumes et modes de vie.

Pour contacter Leonel : leohoeffler@gmail.com

RAKOTOMANA FALIARIMINO (MADAGASCAR)

Fali est un économiste engagé dans le développement local et le développement communautaire des communautés vulnérables. Il a contribué au renforcement de la gestion communautaire des différents habitats naturels et de leur importante biodiversité dans différentes régions de Madagascar tout en soutenant le développement de l'utilisation durable des ressources. Fali travaille actuellement pour un programme de petites subventions du Fonds pour l'Environnement Mondial et du PNUD (GEF Small Grants Programme) et pour l'initiative COMPACT (gestion communautaire des Aires Protégées) de la Fondation des Nations Unies basé à Toliara, dans le Sud-Ouest de Madagascar. Faliarimino est convaincu que l'efficacité de la conservation des ressources naturelles doit être basée sur la restitution et le renforcement des modèles de gouvernance communautaires qui existent depuis longtemps et ont été transmis de génération en génération.. Par ailleurs, il croit fermement dans la mise en œuvre d'une approche paysagère, impliquant la prise en compte, l'implication et le renforcement des différentes composantes du paysage dans les pratiques de conservation.

Pour contacter Faliarimino : faliariminoR@moov.mg

Pour en savoir plus : document pdf présentant le travail de Fali

ROMANO ZACHARY (CANADA)

Zach est Métis d'une famille basée dans l'Alberta (Canada). Sa mère est l'Hirondelle et la lignée familiale comprend aussi les Callious et les Gairdners. Le territoire traditionnel, ancestral de ses grands-parents Métis (Cree/Iroquois) comprend le Lac St. Anne et la communauté Métis historique de St. Albert en Alberta centrale. Il est très reconnaissant d'avoir aujourd'hui l'opportunité de travailler et de vivre dans le territoire des Coast Salish. Après avoir obtenu sa licence en études autochtones à l'Université de British Columbia, il a été invité par la nation Tlowitsis à les soutenir dans un projet pour mobiliser les membres de la diaspora Tlowitsis afin de participer à un traité. Le projet, intitulé le 'Groupe de conseil des citoyens Tlowitsis', l'a poussé à poursuivre une maîtrise à l'Université de British Columbia-Okanagan. Sa thèse porte sur les tensions qui ont émergé suite au ré-engagement de la nation Tlowitsis pour leur terre, tensions qui existent aussi bien dans la mémoire de certains que dans l'imagination des autres dans cette communauté multi-générationnelle dispersée. Ses intérêts de recherche comprennent la recherche basée dans les communautés, les relations de diaspora avec les lieux d'origine et les droits et titres fonciers des peuples autochtones au Canada. Il est particulièrement intéressé par le champ théorique émergent de la recherche axée sur le lieu et sur les défis pour les communautés autochtones qui se trouvent face aux concepts limités des droits autochtones.

Pour contacter Zach : romano.zachary@gmail.com

Pour en savoir plus : document pdf présentant le travail de Zach

ROUX JEAN-FRANÇOIS (FRANCE)

Jean-François est co-organisateur sur le terrain des circuits de découvertes du Minervois, le territoire visité par les participants à l'atelier. Membre de BEDE, il intervient en tant qu'habitant de ce territoire, en tant qu'acteur économique et en tant que militant des causes environnementales. Jean-François est membre actif des Faucheurs volontaires d'OGM. Lui et sa compagne Maryse parlent espagnol et ont accueilli une partie du groupe hispanique dans leur gîte.

Pour contacter Jean-François : rouxje@west-telecom.com

Pour en savoir plus : www.bede-asso.org

SAMBOU SALATOU (SENEGAL)

Salatou est pêcheur en Casamance, et président de l'Association des pêcheurs de la Communauté Rurale de Mangagoulack (APCRM). L'Association et l'ensemble de la communauté sont à l'origine de la création officielle de l'APAC nommée Kawawana, une zone côtière et marine de 9,665 hectares entièrement dirigée, gérée et conservée par l'initiative locale. Kawawana est la première APAC officiellement reconnue au Sénégal par les autorités régionales sur la base de la loi sur

la décentralisation, un exploit qui aurait été impossible sans la vision de Salatou, son enthousiasme, sa détermination et sa diplomatie. L'expérience et les capacités de Salatou sont bien connues dans la région et il a organisé et participé à un certain nombre d'échanges sur le terrain et d'initiatives de formation en Afrique de l'Ouest. Il est actuellement engagé dans l'aide à l'expansion des APACs en Casamance et dans la région au sens large, "tout en conservant leur qualité et leur intégrité", en particulier à travers la promotion de formes appropriées de reconnaissance et de soutien. Salatou est le coordinateur du Consortium APAC pour les environnements côtiers et marins de l'Afrique occidentale.

Pour contacter Salatou : sambousalatou@gmail.com

Pour en savoir plus (pdf)

TRUJILLO OCTAVIANA (ETATS-UNIS)

Octaviana travaille depuis trente ans dans le développement de programmes éducatifs pour les populations minoritaires et multiculturelles, surtout les peuples autochtones. Elle a un doctorat en politiques et planification en matière de langues autochtones de l'Université de l'Etat d'Arizona. Ses études se sont poursuivies au cours de ses activités universitaires, comme avec la bourse Fulbright en Inde, sa participation à l'Institut culturel de Guanajuato au Mexique, à la 17^{ème} session d'études de l'Institut international des droits de l'homme à Strasbourg en France, et ses recherches durant le séminaire de Salzbourg (Autriche) sur *Race et ethnicité : modèles de diversité*. Octaviana a reçu plusieurs prix pour ses recherches, dont la bourse de recherche de la bibliothèque de Newberry au Centre D'Arcy McNickle pour l'histoire des Indiens américains, une bourse de la Fondation Rockefeller, une bourse universitaire de la Smithsonian Community et une bourse du National Kellogg Leadership.

Pour contacter Octaviana : octaviana.trujillo@nau.edu